

La filière betteravo-sucrière dans la Grande Guerre : ampleur et responsabilités d'un désastre

« On a dit et redit, mais on ne saurait trop le répéter, car on le nie trop souvent Outre-Rhin, et on le conteste parfois même chez nos alliés, les Allemands s'acharnèrent sur notre industrie dont ils voulaient détruire pour longtemps la concurrence. Dans l'Aisne, ils ne laissèrent que des amoncellements de décombres et de ferraille inutilisable »¹. Résumant une idée alors largement répandue dans les milieux politiques et économiques de l'après-guerre, le préfet de l'Aisne met en 1922 directement en cause l'occupation allemande dans la destruction de l'appareil productif axonais, et en particulier ce qui constituait l'un des fleurons de l'économie du département : la filière betteravo-sucrière. Celle-ci, forte en 1914 de ses 49 usines et de ses 28 râperies, produisait alors environ 200 000 tonnes de sucre par an, soit près de 30 % de la production nationale. Cette production était alors largement commercialisée : 3,25 % seulement était consommée sur place, le reste étant expédié dans la France entière, en particulier vers Paris, mais aussi à l'étranger, par exemple vers l'Angleterre par le port de Dunkerque². Le premier département sucrier était également le premier département betteravier de France : 61 970 hectares étaient consacrés à la culture de la "merveilleuse racine", soit près de 20 % du total national, et désormais bien davantage que dans le Nord, le Pas-de-Calais, l'Oise ou la Somme³. Au lendemain de la Grande Guerre, sur une terre de combats mais aussi d'occupation, l'ensemble de la filière est totalement dévasté : en 1918 plus aucune sucrerie n'est en état de marche, 47 sont détruites et 800 hectares de betteraves seulement ont pu être ensemencés sur l'ensemble du département, soit à peine plus de 1 % des superficies d'avant-guerre. La consommation de sucre a même été rationnée en 1918. « Pourquoi faut-il hélas que la guerre soit venue interrompre un si bel essor ? » se lamenta en 1924 Frédéric Bertrand, héritier d'une de ces illustres familles de betteravières sucrières, qui ont su, en trois générations, donné naissance, développé et pérennisé cette activité agro-industrielle prospère qu'ils contrôlaient d'un bout à l'autre de la filière avant-guerre⁴. L'occupant a-t-il voulu délibérément affaiblir cette acti-

1. « La Reconstitution des régions dévastées, l'Aisne, 1918-1922 », *Le Monde Illustré*, t. VI, 1^{er} janvier 1922, p. 33.

2. Gérard Decottignies, *La Betterave et l'industrie sucrière dans l'Aisne de ses débuts à nos jours*, Soissons, Imprimerie Saint-Antoine, 1950, p. 59.

3. « Quelques points de repères sur l'histoire de la sucrerie française », *Sucrerie française*, n° 97, août-septembre 1985, p. 400.

4. Le père de Frédéric Bertrand (1865-1940), très important agriculteur du Laonnois, fut le fondateur d'une sucrerie à Aulnois en 1875. Il reprit aussi un temps la direction de l'usine de Cerny-en-Laonnois, et possédait des participations dans d'autres fabriques de la région.

vité florissante qui concurrençait en effet sa propre industrie nationale⁵, en détruisant systématiquement les usines, et en rendant presque impossible la culture betteravière après son passage comme le pensent Frédéric Bertrand, le préfet de l'Aisne et la plupart des auteurs des années 1920 ? Doit-on voir dans cette destruction massive une nouvelle manifestation de la « barbarie allemande » ou la conséquence logique de plus de quatre ans de combats meurtriers ? L'étude d'autres sources, et en particulier des dossiers de dommages de guerre, constitués de rapports d'expertise plus objectifs, ou des archives d'entreprises quand elles existent, laisse apparaître une réalité plus complexe et plus nuancée et permet de mieux mesurer le poids des responsabilités allemandes dans ce désastre économique.

Une culture sans avenir ?

A la fin de la guerre un profond pessimisme règne quant à l'avenir de la culture de la betterave, qui fut au cours du XIX^e siècle le moteur de la modernisation agricole du département. « La culture de la betterave devenue impossible devra être remplacée par d'autres si l'on veut continuer à utiliser cette partie importante de notre sol », peut-on lire sous la plume d'Eugène Bargemont en 1918⁶. Abandonnée en grande partie pendant la durée du conflit, elle peine ensuite pour le moins à retrouver son niveau d'avant-guerre : 800 hectares ensemençés en 1918, 10 500 en 1921, et seulement 15 000 en 1922-1923, soit un quart seulement des surfaces consacrées à cette plante industrielle en 1913⁷. Pour certains agriculteurs la responsabilité de cette situation incombe directement aux Allemands.

En effet, si l'on en croit les auteurs de l'après-guerre, cette culture, qui exige beaucoup de soins et d'abondants amendements, souffrit, pendant la guerre, de l'épuisement du sol, dû surtout à la volonté destructrice des occupants qui, toujours selon Frédéric Bertrand, auraient « voulu rendre moins fertiles les terres en diminuant leur productivité ». Selon cet agriculteur, ingénieur agricole de formation et dirigeant syndical de premier plan⁸, les Allemands auraient ainsi cultivé céréales sur céréales de manière très intensive sur les terres agricoles qu'ils occu-

5. Les deux pays sont en effet concurrents sur le marché du sucre avant la guerre. L'industrie sucrière française produit alors bon an mal an environ 700 000 tonnes de sucre, ce qui fait de la France le troisième ou quatrième producteur européen. La première place est occupée par l'Allemagne avec près de 2 millions de tonnes de sucre fabriquées chaque année. Chiffres cités par Pierre Barral, « Les campagnes » dans Stéphane Audoin-Rouzeau et Jean-Jacques Becker (dir.), *Encyclopédie de la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2004.

6. Eugène Bargemont, « La reconstitution des régions libérées » dans *La Science et la Vie*, n° 42, décembre 1918-janvier 1919, p. 11.

7. Emile Roussel, *Le Département de l'Aisne après cinq ans de reconstitution*, sl, 1923.

8. Frédéric Bertrand est depuis sa création en juillet 1919 l'un des vice-présidents de l'USAA (Union des Syndicats Agricoles de l'Aisne).

paient, sans jamais apporter d'engrais, avant de les abandonner à la végétation spontanée. Pour reprendre les termes utilisés par les cultivateurs de l'époque, les Allemands « ont réussi à sucer toute cette vieille graisse accumulée par des générations de cultivateurs »⁹. Les betteraviers considèrent en effet, et à juste titre, que le système cultural qu'ils ont progressivement adopté au cours du XIX^e siècle, associant culture de la betterave et des céréales, emploi massif d'engrais et cheptel nombreux a en quelque sorte enrichi les sols et permis des niveaux de productivité inégalés.

Cette utilisation peu précautionneuse des terres par les autorités allemandes expliquerait notamment les très faibles rendements moyens du blé obtenus après la guerre. Il est vrai que, en particulier dans les exploitations agricoles dépendantes de sucreries, la culture de la betterave est bien souvent négligée au profit des céréales, car l'Allemagne manque alors plus de pain et de produits alimentaires de première nécessité que de sucre. En effet entre 1914 et 1918, à cause de la mobilisation, la surface cultivée en Allemagne est réduite de 15 % et la production de céréales d'au moins 30 %, sans compter que le pays ne peut plus compter avec les importations de blé russe et américain, et celle de pommes de terre de près de 40 % dès 1916 : face à la pénurie le gouvernement introduit les premières mesures de rationnement et développe les produits de substitution, les fameux *ersatz* alimentaires comme le *K-Brot (Kartoffel-Brot)*¹⁰. Sur les terres de la ferme de Ferrières, propriété de la sucrerie de Chevresis-Monceau, la culture de la betterave est ainsi abandonnée après les récoltes de l'automne 1914, qui sont expédiées par voie ferrée vers l'Allemagne. En 1915 et 1916 les Allemands prennent en main l'exploitation des terres, en utilisant les attelages de l'armée ou des tracteurs, et consacrent l'essentiel des terres cultivables utilisables à la production d'avoine et de blé¹¹. De même sur les terres de la ferme de Nogent ou sur celles de Malhotel, à Crécy-au-Mont, appartenant à la famille Ternynck, les Allemands en 1915 et 1916 récoltent pour leur propre compte blé, avoine et pommes de terre. Dans les fermes de Chauny et d'En-Bas, dépendant également de l'empire Ternynck¹², une petite production betteravière perdure sur quelques parcelles, mais l'essentiel des 272 hectares est consacré au blé et à l'avoine¹³. Même si les Allemands ont incontestablement exploité à leur profit les terres agricoles occupées,

9. *L'Illustration économique et financière*, numéro spécial, supplément au numéro du 1er novembre 1924.

10. Hew Strachan, *La Première Guerre Mondiale*, Paris, Presses de la Cité, 2005, et Eric Kocher-Marboeuf, « Economies de guerre » dans François Lagrange (dir.), *Inventaire de la Grande Guerre*, Paris, Encyclopedia Universalis, 2005.

11. Arch. dép. Aisne, 15 R 1772 (7486). Dossier de dommages de guerre : société sucrière de Chevresis-Monceau.

12. En 1914, la famille Ternynck possède deux sucreries, à Chauny et à Nogent-sous-Coucy (les Michettes), ainsi que des râperies, à Chauny, Vézaponin et Marest-Dampcourt, et plusieurs fermes (Malhotel, Chauny, Leuilly-sous-Coucy, etc.). L'ensemble est géré conjointement par les deux frères Ternynck, qui ont fondé une société anonyme, la Société des Sucreries Ternynck.

13. Arch. dép. Aisne, 15 R 1738. Dossier de dommages de guerre : sucreries Ternynck.

afin de répondre aux besoins alimentaires de leur population et de leurs soldats, il est peu probable néanmoins qu'en deux années, ils aient pu épuiser totalement les sols au point d'y condamner la culture betteravière après leur départ. Sur les 425 hectares de terres labourables dépendant de l'exploitation de Montescourt-Lizerolles, par exemple, les Allemands organisent également la poursuite des travaux agricoles, en 1915 puis en 1916. Mais sans doute pas de manière particulièrement intensive : malgré les combats qui se déroulent sur celles-ci en 1917, les terres sont considérées comme «peu bouleversées» par l'expert chargé d'estimer les dégâts après guerre. La production repart d'ailleurs rapidement après la cessation des hostilités : dès le printemps 1919 les premiers travaux agricoles sont entrepris et en 1920 les récoltes retrouvent leur niveau d'avant la guerre¹⁴. De même la société sucrière de la Ferté-Chevresis reprend la culture des terres de Ferrières dès 1919¹⁵. On constate non sans un certain étonnement que l'argument développé par Bertrand, tout contestable qu'il soit, est souvent mis en avant dans les années 1920 dans les dossiers de dommages de guerre. Il s'agit en fait pour les agriculteurs d'obtenir de la part de l'Etat, une compensation financière particulière, prévue dans la «Charte des Sinistrés» du 17 avril 1919, «l'indemnité de reconstitution chimique», destinée à les dédommager quand leurs terres furent cultivées par l'ennemi.

C'est oublier un peu rapidement que l'Aisne fut entre 1914 et 1918 aussi et surtout un terrain d'affrontements, et que les terres agricoles souffrissent plus encore des conséquences des combats et des bombardements massifs. Les champs de bataille de la Grande Guerre furent en effet dans l'Aisne bien souvent aussi des champs de betteraves. Sur les 460 000 hectares de terres labourables du département, 450 000 furent à un moment ou à un autre de la guerre envahis par les armées et détériorés par les combats. Bertrand le reconnaît lui-même : «sur presque toutes les terres cultivées on s'est battu ; partout il y a eu des travaux de défense, des trous d'obus, il n'est pour ainsi dire pas de champs où les charrues ne puissent encore aujourd'hui rencontrer quelque ferraille ou faire éclater quelque grenade. Le sol complètement retourné était mélangé avec le sous-sol, parsemé de fils de fer et d'éclats d'obus, d'engins dangereux, de blockhaus de ciment». Dans certaines zones «le sol cultivable a totalement disparu : la craie est remontée à la surface et la terre végétale est enfouie sous plusieurs mètres de décombres»¹⁶. Dès 1919 19 000 hectares de terres, particulièrement sinistrés lors des combats, sont même déclarés incultivables, «le bouleversement du sol [conduisant] à envisager l'abandon de la culture en raison des frais excessifs». Cette «zone rouge» comprenait avant-guerre de nombreuses terres betteravières, principalement dans le secteur du Chemin des

14. Arch. dép. Aisne, 15R 1819 (7543). Dossier de dommages de guerre : compagnie de sucrerie Montescourt-Lizerolles.

15. Arch. dép. Aisne, 15 R 1772 (7486). Dossier de dommages de guerre : société sucrière de Chevresis-Monceau.

16. *L'Illustration économique et financière*, numéro spécial, supplément au numéro du 1er novembre 1924.

Dames, du moulin de Laffaux à Craonne, ainsi que la plaine située autour de Juvincourt, Corbeny et Berry-au-Bac, mais aussi la région de Pinon-Vauxaillon et, au nord du département, dans les communes du Catelet et d'Itancourt¹⁷. Dans tous ces secteurs on cultivait des betteraves destinées aux sucreries ou râperies voisines, de Vailly-sur-Aisne, Maizy-Hautes Rives, Anizy-le-Château, Berry-au-Bac, Vendhuile ou Gouy.

Les destructions touchent également les bâtiments agricoles et en particulier la plupart des grandes fermes qui fournissaient avant guerre les sucreries locales. Certaines, situées à proximité de la ligne de front ont été totalement anéanties. La ferme-habitation de Leuilly-sous-Coucy, qui approvisionnait l'usine de Nogent, propriété de l'empire sucrier de la famille Ternynck, est dans ce cas. Il n'en reste, si l'on en croit l'expert chargé en 1922 d'estimer les dégâts, que des amas de pierre, de bois de charpente et de tuiles. A cause de l'explosion des mines placées par les Allemands dans les galeries souterraines, une très grande partie des bâtiments s'est effondrée. Le diagnostic est sans appel : « il est impossible de construire la nouvelle ferme sur le même emplacement »¹⁸. La ferme de Vailly-Saint-Pierre, louée et exploitée par la Société des Sucreries Macherez au moment où éclata la guerre fut ainsi copieusement bombardée en raison de son importance stratégique. L'expert chargé d'évaluer les dégâts constate que « tous les bâtiments sont détruits », et a par ailleurs du mal à retrouver la trace de certains d'entre eux. Quant aux terres « qui dépendaient de cette ferme » elles sont toutes considérées comme incultes¹⁹.

Ailleurs aussi, d'autres fermes eurent à subir les conséquences des combats. Les soldats allemands ne furent d'ailleurs pas toujours les seuls responsables des destructions, quoiqu'en disent les auteurs de l'après-guerre. La dévastation de la ferme de Ferrières résulte ainsi d'un malentendu tragique. Avant guerre elle exploitait 235 hectares et on l'y pratiquait l'élevage des moutons et des porcs, ainsi que la culture industrielle de la betterave à sucre. Lors de la bataille de Guise, en août 1914, des troupes françaises en retraite, occupent les bâtiments de cette exploitation agricole. « Trompés par les inscriptions des sacs de graines de betteraves portant la marque Kleinwanzleben »²⁰, ces hommes sans doute déboussolez, et croyant avoir à faire à une société allemande, incendent la ferme et massacrent le bétail. En septembre-octobre 1918 cette même ferme est cette fois-ci victime de l'offensive générale des troupes françaises. Devenue alors un important dépôt de munitions allemand et un lieu de retranchement de troupes ennemis, l'Etat-major français décide son anéantissement total. Les bâtiments d'ex-

17. Guy Marival, «Agriculteurs et élus locaux contre la zone rouge (1919-1929) : la première bataille de l'après-guerre sur le Chemin des Dames» dans Rémy Cazals, Emmanuel Picard, Denis Rolland (dir.), *Grande Guerre : pratiques et expériences*, Toulouse, Editions Privat, 2005.

18. Arch. dép. Aisne, 15 R 1738. Dossier de dommages de guerre : société des Sucreries Ternynck.

19. Arch. dép. Aisne, 15 R 1766 (7466). Dossier de dommages de guerre : société anonyme de sucreries de Braine (Dhuizel).

20. Avant la guerre, 80 % des graines de betterave utilisées en France sont fabriquées et importées d'Allemagne.

ploitation sont totalement et définitivement rasés²¹. Quant à l'immense exploitation agricole de la famille Sébline, située à Montescourt-Lizerolles, la destruction des bâtiments, occupés depuis 1914 par les troupes allemandes, n'intervint qu'en 1917 au moment de l'offensive française²².

Occupation et pillage : les sucreries dans la guerre

En aval de la filière, la plupart des usines doivent cesser leur fabrication dès les premiers mois de la guerre, et rares sont celles qui peuvent ensuite redémarrer leur production. Persuadés comme beaucoup que la guerre sera courte, les actionnaires de la sucrerie de Maizy, située quelques kilomètres au sud du Chemin des Dames, espèrent toujours reprendre leur activité très rapidement. Après les premiers dégâts, et dès octobre 1914, ils entreprennent des travaux de remise en état de l'usine « malgré le bruit du canon » et achètent même des graines de betterave russes afin de préparer la campagne de fabrication, mais doivent se rendre rapidement à l'évidence : « l'état de guerre ne nous permet pas ni de cultiver la betterave ni de fabriquer »²³.

Quelques fabriques ont cependant pu continuer, au moins momentanément leur production, en particulier dans la partie méridionale du département. La sucrerie de Château-Thierry appartient à cette catégorie d'usines privilégiées. Epargnée par l'occupation allemande et par les combats, elle dut aussi sa survie à la prudence de ses administrateurs. Face à la menace de l'ennemi qui envahissait la région en septembre 1914, ils firent évacuer jusqu'à Villeneuve sur Yonne une grande partie du matériel ainsi que les bestiaux dépendant de leurs deux fermes de Pavant et Charly, avant de reprendre possession des lieux en octobre. De 1914 à 1918, la fabrication reprit presque normalement, en dépit des difficultés d'approvisionnement en graines de betteraves ou en charbon notamment, et seule la campagne de 1918/1919 fut suspendue, conséquence de la nouvelle poussée allemande du printemps 1918²⁴.

Dans la zone occupée par les Allemands pendant la majeure partie de la guerre, les usines, y compris celles épargnées par les combats, cessèrent très rapidement leur activité. Occupée dès le 30 août 1914, la sucrerie de Ribemont conserve alors encore une partie de son personnel, ainsi que la totalité de son matériel au moment du début de la campagne de fabrication. L'administrateur de la société, Lefèvre, qui est aussi le maire du village, entreprend alors de deman-

21. Arch. dép. Aisne, 15 R 1772 (7480). Dossier de dommages de guerre : société sucrière de Chevresis-Monceau.

22. Arch. dép. Aisne, 15 R 1819 (7543). Dossier de dommages de guerre : compagnie de sucrerie Montescourt-Lizerolles.

23. Arch. dép. Aisne, 74 J 76. Fonds de la sucrerie de Maizy. Registre des délibérations de l'Assemblée générale (1898-1933).

24. Arch. dép. Aisne, 15 R 681 (759). Dossier de dommages de guerre : sucrerie agricole de Château-Thierry.

der l'autorisation de poursuivre la production. La *Kommandantur* de la Fère lui donne son accord, et lui concède même le droit de se procurer les matières premières nécessaires (betteraves, charbon) lui faisant défaut dans les usines voisines, qui étaient alors hors d'état de fonctionner. La campagne de fabrication est bien modeste cependant : 7 152 tonnes de betteraves seulement sont travaillées contre 17 900 en 1913. Le sucre est immédiatement réquisitionné par les Allemands, qui versent néanmoins la somme de 134 460 francs aux administrateurs de l'usine. Bel exemple de collaboration économique avec l'ennemi, même si l'administrateur s'en défend. Pour lui il s'agissait avant tout de « donner du travail aux gens du pays afin de leur permettre de vivre, et dans le but de sauver autant que possible la récolte de betteraves des cultivateurs de Ribemont »²⁵. La plupart des sucreries ne reprennent cependant pas leur activité pendant la guerre, en partie parce que leurs propriétaires refusèrent de continuer leur activité sous occupation étrangère. Les frères Ternynck, prisonniers de l'ennemi, qui occupait leurs usines et fermes, mais également leurs propres domiciles de Rouez et Chauny, exclurent ainsi courageusement de « travailler pour les Allemands » et de faire fonctionner leur usine de Chauny pendant la campagne 1914/1915²⁶. Il apparaît cependant comme évident que les Allemands ne sont guère intéressés par les sucreries françaises en tant qu'unités de fabrication. Leur production nationale, qui se maintient pendant le conflit autour de 1,4 million de tonnes, est suffisante pour satisfaire les besoins de la population.

En revanche, ils portent une attention toute particulière aux matières premières et matériaux divers utilisés à cette époque, réserves de sucre, comme à Foreste, où les occupants s'emparent des stocks, contre des bons, avant d'en redistribuer une partie à la population du village,²⁷ mais surtout des engrains, graines de betteraves, charbons, coke et autres produits chimiques. Les Allemands sont également particulièrement intéressés par le matériel de chemin de fer, qui est bien souvent démonté pour être réutilisé ailleurs. A Maizy, dans la courte période pendant laquelle ils occupent la sucrerie, en septembre 1914, ils démontent ainsi les rails, traverses, madriers, dont s'est dotée l'usine au début du siècle, afin de réparer les ponts sur l'Aisne et le canal que les Français ont détruits au moment de leur retraite²⁸.

Mais ce sont surtout les machines et appareils de fabrication qui suscitent l'intérêt des Allemands : fabriqués essentiellement en cuivre, bronze, plomb ou fonte, ils sont systématiquement démontés, parfois avec brutalité à l'aide d'explosifs ou à coups de masse. Les pièces détachées sont ensuite expédiées en Allemagne. En 1918, dans les usines occupées, il ne reste absolument rien du matériel de fabrication. Rares sont les fabriques où, comme à Tavaux, transformée en

25. Arch. dép. Aisne, 15 R 1114 (4795). Dossier de dommages de guerre : sucrerie de Ribemont.

26. Arch. dép. Aisne, 15 R 1738. Dossier de dommages de guerre : société des Sucreries Ternynck.

27. Arch. dép. Aisne, 15 R 1778 (7492). Dossiers de dommages de guerre : sucreries de Foreste, Douchy, Bertaucourt-Epourdon.

28. Arch. dép. Aisne, 74 J 76. Fonds de la sucrerie de Maizy. Registre des délibérations de l'Assemblée générale (1898-1933).

1898 en râperie pour la sucrerie de Montcornet, les Allemands conservent une partie des machines, les générateurs, qui servent alors à faire fonctionner les bains, douches et étuves installés dans les bâtiments mêmes de l'usine²⁹. Ces actes, considérés par les Français comme du vol et du vandalisme, et comme une violation manifeste de la Convention de La Haye de 1907, sont perçus comme une nécessité économique côté allemand. Soumis à un intense blocus naval, total à partir de 1916, considéré Outre-Rhin comme une atteinte de ces mêmes traités internationaux, le pays et ses usines souffrent de l'absence de ces matériaux devenus précieux, et cherchent à s'en procurer par tous les moyens.³⁰ Les Allemands reprennent en quelque sorte par le pillage ce que les Alliés les empêchent d'acheter auprès de leurs habituels fournisseurs.

Les bâtiments, vidés de leurs machines, sont largement conservés et utilisés par les occupants. Il est vrai qu'ils offraient à une armée d'occupation de multiples avantages. Les vastes hangars et édifices divers qui comptaient une sucrerie du début du XX^e siècle sont réemployés à divers usages : forges, dépôt de produits pharmaceutiques, ateliers de construction et de réparation de matériel agricole, magasins de stockage d'approvisionnements, dépôt de munitions, etc. La plupart servent cependant au cantonnement des troupes. Les bureaux et la maison du concierge sont ainsi utilisés à Bohain-en-Vermandois, pendant quatre ans pour loger quinze sous-officiers³¹. Les officiers quant eux préfèrent les confortables et parfois luxueuses demeures bourgeoises destinées à loger les directeurs des sucreries comme à Bertaucourt-Epourdon : cette vaste maison de 14 pièces héberge quelques officiers allemands avant qu'un incendie, « due à leur imprudence », ne la ravage en partie³². Plus originale est l'utilisation des bâtiments de la sucrerie de Montcornet, transformés en parc-automobile, cinéma et hôpital pour la VII^e armée allemande, ou de celle de Tavaux, convertie en bains-douches pour les soldats au repos³³. Notons cependant que pour les sucreries situées de l'autre côté du front ce réemploi des locaux est également systématique : la fabrique de Maizy, occupée par les Français et les Britanniques après la contre-offensive de 1914, est aussi réquisitionnée jusqu'en 1917 par le service de santé militaire qui y organise « le couchage des hommes au retour des tranchées », puis par le Service de l'Intendance et du Ravitaillement³⁴.

29. Arch. dép. Aisne, 15 R 861 (1865). Dossier de dommages de guerre : sucrerie agricole de Montcornet.

30. Georges-Henri Soutou, « Blocus » dans François Lagrange (dir.), *Inventaire de la Grande Guerre*, Paris, Encyclopedia Universalis, 2005.

31. Arch. dép. Aisne, 15 R 945 (3259). Dossier de dommages de guerre : sucrerie de Bohain.

32. Arch. dép. Aisne, 15 R 758 (1535). Dossier de dommages de guerre : directeur de sucrerie de Bertaucourt-Epourdon.

33. Arch. dép. Aisne, 15 R 861 (1865). Dossier de dommages de guerre : sucrerie agricole de Montcornet.

34. Arch. dép. Aisne, 74 J 76. Fonds de la sucrerie de Maizy. Registre des délibérations de l'Assemblée générale (1898-1933).

Une destruction systématique ?

En 1917, puis dans une moindre mesure en 1918, les sucreries de l'Aisne, souvent occupées et dépouillées d'une grande partie de leur matériel, ont à subir de nouveaux dommages directement et volontairement infligés par les armées allemandes. Fin 1916 Ludendorff et Hindenburg, constatant l'épuisement de leurs troupes après les batailles de Verdun et de la Somme, décident d'un repli stratégique à l'abri d'un système de positions fortifiées construit dans le Nord de la France, entre Arras et le nord-est de Soissons, connu sous le nom de « ligne Hindenburg » et composé de nombreux ouvrages de béton reliés par un dense réseau de tranchées. Cette retraite, baptisée « opération Alberich », se met en place en mars 1917. Elle s'effectue de façon très méthodique du sud d'Arras jusqu'au Chemin des Dames et s'accompagne en particulier de la destruction totale de plusieurs sucreries³⁵. A cette époque, précisément en mars 1917, au moment de leur départ, les armées ennemis mettent ainsi volontairement le feu à l'usine de Chauny, après avoir préalablement dynamité le four à chaux, les générateurs et la cheminée de 35 mètres, qui s'écrase littéralement sur le sol. En 1922, « l'usine apparaît tel un cadavre subissant encore les intempéries »³⁶. De même avant de quitter la sucrerie de Flavy-le-Martel qu'ils occupaient depuis 900 jours, les Allemands la détruisent totalement à l'aide de mines. Le résultat est désastreux : l'usine proprement dite est rasée jusqu'au niveau des fondations, plusieurs bâtiments annexes ont complètement disparu et « pour certains il n'est même plus possible d'en retrouver les traces »³⁷. Egalement touchée par des tirs d'artillerie, la sucrerie de Villers-Saint-Christophe, située au nord de Ham, a surtout souffert « des destructions volontaires de l'occupant », responsable d'un grave incendie qui a notamment entièrement détruit l'ancienne forge et l'usine à gaz³⁸. Plus au sud, la râperie de Cuisy-en-Almont, qui alimentait la sucrerie voisine de Pommières appartenant à Louis Brunehant, fut également totalement rasée, « jetée à bas sans aucune nécessité stratégique » si l'on en croit les auteurs des années 1920³⁹.

Plusieurs années après, le souvenir de ces destructions reste vif : assimilés à des actes de barbarie, ils faisaient partie à n'en pas douter « d'un programme de dévastation méthodique que nos ennemis exécutèrent avec une implacable sauvagerie »⁴⁰. Réfutant les arguments allemands qui mettaient en avant la nécessité de telles opérations pour ralentir l'avancée des troupes françaises, le journaliste du *Monde Illustré* rétorque au contraire que ces destructions ne répondraient à

35. Pour plus de détails sur l'opération Alberich, on pourra lire l'article de Eric Labayle « Prélude à la bataille », *14-18, le magazine de la Grande Guerre*, février-mars-avril 2007.

36. Arch. dép. Aisne, 15 R 1738. Dossier de dommages de guerre : société des Sucreries Ternynck.

37. Arch. dép. Aisne, 15 R 1774 (7488). Dossier de dommages de guerre : Compagnie Nouvelle des Sucreries réunies (Flavy-le-Martel).

38. Arch. dép. Aisne, 15 R 1263 (5880). Dossier de dommages de guerre : sucrerie de Villers-Saint-Christophe.

39. *Le Monde Illustré*, *op. cit.*, p. 190.

40. *Ibid.*

Français souvenons-nous !

1800. La France reconquise (1917) – Sucrerie de GRAND-SERAUCOURT (Aisne)

Photo-Express Visé Paris



La sucrerie de Seraucourt-le-Grand en 1917. (Arch. dép. Aisne, 18 Fi Seraucourt-le-Grand).

«aucune nécessité stratégique». Il évoque ainsi «la fureur dévastatrice des Allemands qui s'exerça sur les usines avec un acharnement méthodique» et qui aurait eu pour but premier d'affaiblir le potentiel industriel de la France par rapport à l'Allemagne dans la perspective de l'après-guerre.

En réalité, pour rentrer dans ce débat passionné de l'après guerre, il apparaît que les destructions des usines sucrières en 1917-1918 par les armées allemandes ne furent ni systématiques et ni générales. Certes les destructions «gratuites», les actes de «barbarie» de la part des Allemands existent: ces derniers firent par exemple, sans aucune raison, sauter à la dynamite la cheminée, le four à chaux et les massifs intérieurs de la fabrique de Bucy-lès-Pierrepont en 1917⁴¹. Nombre de sucreries furent cependant laissées intactes ou presque par les occupants. Ainsi, hormis l'usine de Laon démolie en grande partie dès 1915, les sucreries du Laonnois, virent presque l'intégralité de leurs bâtiments échapper à la destruction. Certaines furent même utilisables à la fin de la guerre, et devinrent, une

41. Arch. dép. Aisne, 15 R 766 (1865). Dossier de dommages de guerre: sucrerie agricole de Bucy-lès-Pierrepont.

fois rééquipées, comme à Crépy ou Chambry, des râperies fonctionnant pour la nouvelle usine d'Aulnois, propriété de l'Union Sucrière de l'Aisne. Il est d'ailleurs toujours possible aujourd'hui encore d'observer certains de ces édifices bâties dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, dans leur presque état d'origine, comme ceux de la sucrerie Bertrand-Sarrazin, construite en 1875 à Aulnois-sous-Laon. Ailleurs aussi d'autres usines furent totalement épargnées, comme la fabrique de Montcornet qui n'eut à subir aucune dégradation majeure de la part des Allemands, ni pendant leur occupation des lieux, ni au moment de leur départ⁴². De même si le matériel a en grande partie été détruit, les différents bâtiments de la sucrerie agricole de Clermont-les-Fermes semblent avoir peu souffert de dégradations volontaires⁴³. Située à quelques kilomètres seulement de la zone de repli, l'usine de Nouvion-et-Catillon est également laissée intacte par les armées ennemis : en 1921 selon un expert, «les bâtiments ont leur gros œuvre conservé en assez bon état (...) certaines parties ne sont que légèrement détériorées, d'autres sont très bonnes encore et aucune somme ne doit être accordée pour leur réfection». Les locaux sont en tout cas en suffisamment bon état pour accueillir 200 prisonniers russes jusqu'en mars 1920⁴⁴. En bref, si l'on observe attentivement la localisation des usines dont la destruction volontaire par les armées allemandes en 1917-1918 est avérée, à savoir entre autres celles de Chauny, Seraucourt-le-Grand, Flavy-le-Martel, Villers-Saint-Christophe, Mesbrecourt ou encore Cuisy-en-Almont, on constate qu'elles sont pour la plupart situées à la limite des arrondissements de Saint-Quentin et de Laon, en particulier dans les cantons de Saint-Simon et de Chauny, c'est à dire exactement dans la zone de repli de mars 1917, qui fut organisé par l'Etat Major allemand dans le cadre de l'opération Alberich⁴⁵.

Cette coïncidence semble donc confirmer la thèse allemande de la dévastation stratégique : il s'agissait de transformer les régions proches de la ligne Hindenburg en «désert», de pratiquer la politique de la terre brûlée en prévision de l'avance ennemie, en détruisant routes, voies ferrées, ponts, habitations, clochers, monuments divers (le donjon du château de Coucy), usines et bâtiments divers afin de rien laisser d'intact aux Français, et de gêner leurs offensives futures. Les autres sucreries, situées hors de cette zone, en particulier celles du Laonnois, de l'est et du nord du département, qui ne répondait pas à cet impératif militaire furent ainsi majoritairement préservées.

Plus généralement, et en dehors de la dizaine de sucreries volontairement rasées par les armées allemandes lors de leur repli stratégique de 1917, les bâti-

42. Arch. dép. Aisne, 15 R 861 (1865). Dossier de dommages de guerre : sucrerie agricole de Montcornet.

43. Arch. dép. Aisne, 15 R 795 (1865). Dossier de dommages de guerre : sucrerie agricole de Clermont-les-Fermes.

44. Arch. dép. Aisne, 15 R 1828 (7555). Dossier de dommages de guerre : société sucrière anonyme de Nouvion-et-Catillon.

45. Une carte très précise de ce repli est notamment consultable dans l'ouvrage *La France héroïque et ses alliés*, t. II, Paris, Editions Larousse, 1919.

ments des fabriques axonaises souffrissent là encore davantage des conséquences des combats en particulier en 1917 et 1918. Située pourtant à l'arrière du front pendant une grande partie de la guerre, la sucrerie de Vierzy est complètement détruite, de même que la râperie de Cutry qui en dépend : « les murs des bâtiments sont presque tous rasés au niveau du sol », observe-t-on en 1921. Seuls subsistent quelques pans de mur de la maison du basculeur et de la cantine.⁴⁶ Au cœur des combats la sucrerie de Milempart, située à Villeneuve-Saint-Germain, au bord de l'Aisne, s'est trouvée de septembre 1914 à mars 1917, puis à nouveau en juin-juillet 1918 en première ligne des affrontements, et a été soumis à de multiples bombardements, qui ont causé sa destruction complète. Comme d'autres, cette importante usine avant la guerre, ne sera pas reconstruite⁴⁷. Le registre de délibérations de l'assemblée générale des actionnaires de la sucrerie de Maizy, réfugiés à Paris pendant le conflit, nous donne le détail des bombardements dont a souffert l'usine : ils sont ainsi presque quotidiens au début de 1916, puis à nouveau très fréquents en 1917, quand les Allemands tentent de détruire la voie de chemin de fer dont était dotée la fabrique⁴⁸. Sans multiplier les exemples, on peut constater que rares sont les sucreries dont les bâtiments furent épargnés par les bombardements ou les tirs d'artillerie pendant la durée du conflit. Même l'usine de Château-Thierry, éloignée de la ligne de front sauf en juin-juillet 1918, et continuant à produire durant le conflit, réclama des dommages de guerre : des bâtiments lui appartenant furent ravagés par le feu le 11 décembre 1917, à cause de la chute d'un avion... français⁴⁹.

Le dépôt et l'indignation de nombre d'auteurs et d'industriels sucriers de l'après-guerre sont à la hauteur de la destruction massive de l'ensemble de cette activité agro-industrielle, de la culture de la betterave à la fabrication du sucre. Les déprédations allemandes ont indiscutablement existé et la responsabilité des occupants dans l'anéantissement de la filière est largement engagée : dépossédées de leurs matériels, pillées et parfois vandalisées, les usines ont été occupées sans ménagement, et certaines furent même totalement rasées volontairement par l'armée ennemie en 1917. Si l'on veut bien considérer le point de vue allemand, elles répondraient aux nécessités économiques et militaires du moment. Attribuer la responsabilité totale et entière de cette ruine à l'occupant est cependant excessif. Ces destructions furent en effet loin d'être générales et systématiques, et nombre d'usines échappèrent à la « barbarie » allemande. De plus la cinquantaine de fabriques d'avant-guerre, leurs fermes et les terres furent davantage encore les victimes des bombardements massifs et des combats qui touchèrent à un moment

46. Arch. dép. Aisne, 15 R 1953 (7716). Dossier de dommages de guerre : fabrique de sucre de Vierzy.

47. Arch. dép. Aisne, 15 R 1683. Dossier de dommages de guerre : société de sucrerie de Villeneuve-Saint-Germain.

48. Arch. dép. Aisne, 74 J 76. Fonds de la sucrerie de Maizy. Registre des délibérations de l'Assemblée générale (1898-1933).

49. Arch. dép. Aisne, 15 R 681 (759). Dossier de dommages de guerre : sucrerie de Château-Thierry.

ou à un autre près des trois quarts du département. Cette volonté d'accabler parfois avec excès l'ancien ennemi s'explique en grande partie par le contexte général du début des années 1920. Après la signature du traité de Versailles qui attribue à l'Allemagne la responsabilité de « toutes les pertes et dommages subis par les gouvernements alliés » (article 231), il s'agit de montrer que les Allemands sont bel et bien les auteurs des dommages causés, afin de faire payer la puissance vaincue. La rancune tenace des acteurs de la filière betteravo-sucrière s'explique aussi par l'incertitude pesant sur l'avenir de leur activité, par « une impression pénible d'isolement et d'abandon », et par les difficultés qu'ils rencontrent au lendemain de la guerre pour reconstituer leur outil de production, tâche qui s'avère particulièrement difficile, longue et coûteuse. Ils comprennent en particulier que leurs usines, victimes de la guerre, ne pourront pas toutes être reconstruites, et que la mainmise inexorable de grands groupes financiers sur l'industrie sucrière axonaise marque pour eux la fin d'une époque dorée.

François VEDRINE

